



# données statistiques

RESULTATS DE L'ENQUETE 1984 AUPRES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## Sommaire

1. Aperçu sur les organisations internationales à Genève en 1983-84	p. 1
2. Organisations internationales en Suisse en 1983-84	p. 3
3. Données générales sur le secteur international à Genève	p. 5
4. Quelques comparaisons internationales	p. 7
5. Liste des tableaux statistiques disponibles sur demande	p. 9

Avril 1985



SERVICE CANTONAL DE STATISTIQUE  
Rue du 31-Décembre 8 Case postale 36 1211 Genève 6 ☎ 36 14 00

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

**Autres sources d'information :**

- . Annuaire statistique du canton de Genève (paraît en septembre) :

Le chapitre "organisations internationales" présente, pour le canton de Genève, les principaux résultats de l'enquête de l'année en cours ainsi que ceux des années précédentes sous forme de tableaux et de graphiques.

- . Aspect statistique :

A intervalles irréguliers, un numéro de cette collection fait le point sur le secteur international à Genève; prochaine parution en automne 1985.

---

**Symboles :**

Un tiret (-) signifie que la donnée est nulle.

Un astérisque (\*) signifie que la donnée est inconnue.

Un point (.) signifie qu'aucune donnée ne peut correspondre à la définition.

Reproduction autorisée avec mention de la source.

## RESULTATS DE L'ENQUETE 1984 AUPRES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

La présentation des résultats de l'enquête annuelle du service cantonal de statistique (SCS) auprès des organisations internationales établies à Genève est complétée par quelques résultats et commentaires portant sur l'ensemble des organisations gouvernementales implantées en Suisse. De plus, cette année, de nouveaux résultats de portée générale sont disponibles et figurent dans ce document. Ils concernent l'ensemble du secteur international à Genève et son importance relative au plan mondial.

### **1. Aperçu sur les organisations internationales à Genève en 1983-84**

Les résultats de l'enquête annuelle réalisée auprès des quatorze organisations gouvernementales (OIG) et des dix principales organisations non gouvernementales (OING) révèlent un renforcement récent de leur activité après quelques années de relative stabilité (voir le tableau de synthèse en page 2).

#### Emplois

D'avril 1983 à avril 1984, le nombre d'emplois recensés dans le secteur international progresse de 3,1%; en cinq ans, son augmentation atteint 9,5%. Au printemps 84, ce secteur compte plus de 20 500 emplois.

Après avoir diminué durant les deux années précédentes (-1,9%), les effectifs des quatorze organisations gouvernementales établies à Genève (15 051 personnes en 1984) augmentent et rejoignent leur niveau de 1981. Cette évolution générale recouvre une augmentation des emplois de 2,6%, en moyenne, dans dix organisations, une stabilité dans deux d'entre elles et un recul de 5,7% dans deux autres. L'effectif des fonctionnaires internationaux reste stable alors que celui du personnel temporaire croît de 10,4% en un an. Durant les cinq dernières années, l'emploi total des quatorze OIG augmente de 5,7% à Genève.

En baisse depuis 1979, le nombre de fonctionnaires d'origine suisse continue de diminuer (-3,0%) et leur proportion s'établit à 14,2% en avril 1984. Pour la deuxième année consécutive, l'effectif des fonctionnaires internationaux résidant dans le canton baisse alors que celui des résidents dans le canton de Vaud ou en France se renforce. En avril 1984, 57,6% des fonctionnaires internationaux habitent à Genève, 35,6% en France et 6,8% dans le canton de Vaud.

Continue depuis 1979, la hausse des effectifs des personnes occupées dans les missions permanentes se poursuit (2 887 emplois en avril 1984) : elle atteint 5,6% en un an et 29,7% en cinq ans.

Les emplois des dix principales organisations non gouvernementales, qui regroupent les 4/5 des personnes occupées par ce type d'organisation, progressent de 7,3% entre avril 1983 et avril 1984 (en cinq ans : + 13,3%) et s'élèvent à 2 729. La hausse annuelle découle d'un renforcement des effectifs de 19,7% dans cinq organisations et d'un allègement de ceux-ci de 5,8% dans quatre organisations, ceux d'une autre restant inchangés. Le personnel régulier enregistre une hausse de 16,6% alors que les autres emplois diminuent de 46,7%. L'accroissement des effectifs du personnel régulier fait principalement appel à des non-résidents : 40,3% de cet accroissement est formé de résidents vaudois, 14,4% de frontaliers et 45,3% de résidents genevois. Au total, les 72,3% des personnes occupées de façon stable dans une des OING résident dans le canton de Genève, 16,1% dans celui de Vaud et 11,6% en France.

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES A GENEVE

Emplois dans le secteur international

	Organisations gouvernementales <sup>1)</sup>			Missions permanentes	Organisations non gouvernementales <sup>2)</sup>
	Fonctionnaires	Autres personnes	Total		
Avril 1979	11 307	2 928	14 235	2 226	2 408
Avril 1980	11 271	3 504	14 775	2 377	2 359
Avril 1981	11 461	3 582	15 043	2 476	2 525
Avril 1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 546 <sup>3)</sup>
Avril 1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544
Avril 1984	11 779	3 272	15 051	2 887	2 729

Dépenses des organisations internationales gouvernementales (milliers de F.)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			Total
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	
1978	915 241	277 606	1 192 847	164 307	70 095	234 402	1 427 249
1979	943 520	301 165	1 244 685	152 316	47 565	199 881	1 444 566
1980	964 681	324 433	1 289 114	154 777	29 880	184 657	1 473 771
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805
1983	1 195 717	416 114	1 611 831	135 450	83 900	219 350	1 831 181

Dépenses des organisations internationales non gouvernementales<sup>2)</sup> (milliers de F.)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			Total
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	
1978	137 488	41 393	178 881	4 177	3 673	7 850	186 731
1979	133 772	43 660	177 432	4 251	2 297	6 548	183 980
1980	141 365	70 438	211 803	4 648	5 514	10 162	221 965
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319
1983	179 876	84 074	263 950	7 788	2 514	10 302	274 252

Réunions internationales

	Organisations gouvernementales									Organisations non gouvernementales <sup>2)</sup>
	Total			dont organisations du système des Nations Unies						
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	
1978	974	13 671	50 277	901	13 302	48 939	470	1 339	7 705	
1979	1 054	13 387	56 873	968	12 998	54 659	457	1 436	8 656	
1980	1 126	13 469	54 526	1 006	13 076	52 215	507	1 572	9 229	
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 815	9 297	
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 935	9 917	
1983	1 194	12 676	65 380	1 087	12 240	56 626	486	2 160	9 562	

1) Les 14 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI (Union Interparlementaire), OIPC et APEF (Association des pays exportateurs de minerai de fer).

2) Les 9 plus grandes organisations non gouvernementales en 1978 et les 10 dès 1979 : CICR, LSCR, OOE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (organisation non recensée en 1978).

3) Pour l'ensemble des 87 organisations dénombrées en septembre 1982 les emplois s'élèvent à 3 152.

### Dépenses

En 1983, pour l'ensemble des vingt-quatre organisations internationales couvertes par la statistique, le montant global des dépenses atteint 1,917 milliard de francs et enregistre une progression annuelle de 9,8% (en termes réels, déduction faite de la hausse des prix : + 5,5%). Cette augmentation est la plus forte constatée depuis 1977, année d'origine de la statistique.

Le montant global des dépenses effectuées pour les sièges ou offices des quatorze OIG établies à Genève progresse de 10,3% en un an et s'élève à 1,831 milliard. Pour la première fois depuis 1977, l'augmentation est plus modérée pour les dépenses courantes (+9,6%) - dont le coût salarial (+8,7%) -, que pour les investissements (+15,3%), qui représentent les 12,0% des dépenses totales. En progression de 12,3% en un an, les dépenses revenant à la Suisse dépassent, pour la première année, le milliard. Elles représentent les 58,8% des dépenses totales (62,4% des dépenses courantes, 32,3% des investissements). Le total des dépenses, comme les dépenses courantes, progresse dans douze organisations, diminue dans une et reste inchangé dans une autre. Douze organisations procèdent régulièrement à des investissements; le montant de ceux-ci augmente de 16,6% dans huit organisations et diminue de 23,6% dans quatre organisations. A noter que les 91,3% des dépenses d'investissement sont effectués par le CERN.

La croissance des dépenses des dix principales OING se chiffre à 7,0% en 1983 contre 6,8% en 1982. Elles atteignent 274 millions de francs. Les dépenses en salaires progressent de 9,1% et l'ensemble des dépenses courantes de 7,4%. Le fléchissement des investissements (-2,4%), qui ne représentent plus que les 3,8% des dépenses totales, découle du recul du poste construction (-44,0%) alors que les achats de biens d'équipement augmentent fortement (+28,3%). Les dépenses totales progressent de 10,4% dans huit organisations et diminuent de 1,5% dans deux autres.

### Réunions internationales

En 1983, le nombre de réunions internationales convoquées par les OIG diminue légèrement (-1,9%) mais le nombre de séances tenues lors de ces conférences augmente (+5,1%) de même que celui des délégués (+10,0%), dont l'effectif total (65 380 pour les OIG) atteint un niveau record en raison notamment de la tenue de Telecom. En revanche, une baisse du nombre de délégués accueillis par les principales OING est constatée (-3,6%) parallèlement à une diminution du nombre de réunions (-4,7%).

## **2. Organisations internationales en Suisse en 1983-84**

En plus des quatorze OIG situées à Genève, la Suisse en accueille deux à Berne et une à Bâle<sup>1)</sup>. L'Union postale universelle (UPU) qui a plus de 150 emplois et l'Office central des transports internationaux par chemins de fer (OCTI) qui emploie une vingtaine de personnes sont implantés à Berne. A Bâle, la Banque des règlements internationaux (BRI) offre plus de 300 emplois (voir le tableau de synthèse en page 4).

---

1) L'enquête auprès des organisations internationales réalisée par le SCS dès 1978 à Genève a été étendue à l'ensemble de la Suisse en 1980. Dans les autres cantons, l'Office fédéral de la statistique se charge de son exécution.

# LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES GOUVERNEMENTALES EN SUISSE

Les emplois dans les organisations internationales gouvernementales en Suisse <sup>1)</sup>

	PERSONNES TITULAIRES D'UNE CARTE DE LEGITIMATION SELON LE LIEU DE RESIDENCE									AUTRES PERSONNES	TOTAL
	Cantons suisses			A l'étranger			Total				
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisse	Etrangers	Total		
1980	1 889	6 131	8 020	170	3 543	3 713	2 059	9 674	11 733	3 547	15 280
1981	1 839	6 157	7 996	167	3 758	3 925	2 006	9 915	11 921	3 615	15 536
1982	1 812	6 404	8 216	169	3 921	4 090	1 981	10 325	12 306	3 168	15 474
1983	1 742	6 358	8 100	174	3 993	4 167	1 916	10 351	12 267	2 983	15 250
1984	1 682	6 362	8 040	177	4 027	4 204	1 859	10 389	12 248	3 489	15 737

Dépenses des organisations internationales gouvernementales en Suisse <sup>1)</sup> (milliers de F.)

	Coût salarial				Dépenses courantes pour d'autres biens et services	Total	DEPENSES D'INVESTISSEMENT		Total	TOTAL
	Salaires nets	Contributions sociales à la charge		Total			Achats de biens d'équipe- ment	Dépenses de construc- tion		
		des salariés	de l'employeur							
1979	802 019	65 826	130 927	998 772	320 437	1 319 209	153 441	47 626	201 067	1 520 276
1980	814 381	69 531	138 092	1 022 004	342 914	1 364 918	155 816	29 880	185 696	1 550 614
1981	871 872	78 149	161 675	1 111 696	370 805	1 482 501	142 192	43 599	185 791	1 668 292
1982	906 201	86 848	170 991	1 164 040	391 290	1 555 330	127 836	63 965	191 801	1 747 131
1983	968 837	98 873	194 528	1 262 238	437 541	1 699 779	136 786	83 953	220 739	1 920 518

Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales en Suisse <sup>1)</sup>

	REUNIONS INTERNATIONALES	SEANCES TENUES	DELEGUES ET EXPERTS
1979	1 104	13 631	58 999
dont accueillies à Berne et Bâle	50	244	2 126
1980	1 176	13 715	56 896
dont accueillies à Berne et Bâle	50	246	2 370
1981	1 191	12 676	55 881
dont accueillies à Berne et Bâle	49	212	2 146
1982	1 263	12 298	61 455
dont accueillies à Berne et Bâle	46	240	2 040
1983	1 240	12 916	67 450
dont accueillies à Berne et Bâle	46	240	2 070

1) A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI,  
BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC et APEF  
à Berne : OCTI et UPU  
à Bâle : BRI

En avril 1984, les 486 personnes occupées par ces trois organisations représentent 3,1% des 15 737 emplois des OIG en Suisse (Genève : 96,9%). Les dépenses effectuées par ces trois sièges constituent les 4,7% de celles de l'ensemble des OIG, qui s'élèvent à près de 2 milliards de francs en 1983. Ces trois organisations accueillent les 3,7% des réunions internationales convoquées en Suisse et les 3,1% des 67 450 délégués participant à ces séances. Relativement à celles des OIG établies à Genève, les dépenses engagées par les trois autres OIG sont plus importantes. Leur coût salarial total représente 5,3% de celui de l'ensemble des dix-sept OIG établies en Suisse et les autres dépenses courantes en biens et services en forment les 4,9%. Ces écarts relatifs s'expliquent pour l'essentiel par des différences de taille et de nature d'activité des organisations considérées : celles de Bâle et de Berne comptent probablement proportionnellement plus de fonctionnaires d'état-major.

Au cours des trois dernières années, les emplois des trois OIG situées en Suisse alémanique sont restés stables, après avoir légèrement baissé. Leurs dépenses totales progressent faiblement en 1983 (+ 3,5%). De 1979 à 1983, elles ont augmenté de 18,0% contre 26,8% pour les quatorze OIG de Genève. Enfin, leur activité dans le domaine des réunions internationales reste stable en 1983 après avoir diminué entre 1980 et 1982.

### 3. Données générales sur le secteur international à Genève

En septembre 1982, le SCS a réalisé auprès de tous les employeurs du canton une enquête sur les effectifs des personnes occupées. Pour le secteur international, ce dénombrement a permis de recenser à nouveau les OING établies à Genève et de connaître le nombre de leurs emplois (voir le tableau en page 6).

Selon cette enquête, 97 organisations internationales non gouvernementales sont actives à Genève et, parmi celles-ci, 87 occupent du personnel stable et rémunéré<sup>1)</sup> dont l'effectif total atteint 3 152 personnes. La part des employés d'origine suisse s'élève à 43,2%. Celle des femmes est de 57,3%, taux nettement plus élevé que dans l'ensemble du secteur tertiaire genevois (43,9%). On constate que les dix plus grandes OING, qui occupent plus de cent personnes et qui participent à l'enquête annuelle du SCS, rassemblent près des 4/5 des emplois offerts par ce type d'organisation.

En 1982-83, le secteur international compte 20 650 salariés, qui représentent 9,2% des emplois du canton. Près de 15 000 emplois sont offerts par les OIG, environ 2 750 par les missions permanentes et plus de 3 000 par les OING.

De 1964 à 1982-83, la part des OIG dans l'emploi total du secteur international de Genève s'est faiblement renforcée (69,6% en 1964, 71,4% en 1976 et 71,5% en 1983), celle des organisations du système des Nations Unies est restée stable (43,0% en 1964, 39,9% en 1976 et 42,9% en 1983) alors que l'importance relative des missions permanentes s'est fortement accrue (8,4% des emplois en 1964, 11,5% en 1975 et 13,2% en 1983) en raison de la progression du nombre de ces représentations et de l'augmentation de leur taille. En revanche, la part des OING a diminué (22,0% des emplois en 1964, 17,1% en 1975 et 15,3% en 1982); cet affaiblissement relatif s'explique, entre 1964 et 1975, par une augmentation modérée du nombre d'OING et de leurs emplois puis, entre 1975 et 1982, par une baisse du nombre d'OING et une stabilisation des effectifs occupés. Pendant la période considérée la taille moyenne des OING a progressé, passant de 21,4 à 36,2 personnes.

---

1) Les organisations administrées par d'autres organismes ou par du personnel bénévole ne sont pas prises en compte.

LE SECTEUR INTERNATIONAL A GENEVE

Nombre d'organisations, de missions et d'emplois du secteur international à Genève

	1964		1975-76		1982-83	
	Organismes	Emplois	Organismes	Emplois	Organismes	Emplois
Organisations internationales gouvernementales	11	6 175	13	13 198	14	14 764
. organisations du système des Nations Unies	8	3 814	8	7 385	8	8 867
. CERN	1	2 112	1	5 588	1	5 627
. autres organisations	2	249	4	225	5	270
Missions permanentes auprès des organisations internationales	71	749	104	2 135	109	2 734
Organisations internationales non gouvernementales	91	1 951	107	3 162	87	3 152
<b>Total</b>	<b>173</b>	<b>8 875</b>	<b>224</b>	<b>18 495</b>	<b>210</b>	<b>20 650</b>
Part dans l'emploi du canton (en %)	.	5,5	.	9,2	.	9,2

Estimation des dépenses totales de l'ensemble des organisations internationales<sup>1)</sup> établies à Genève

Unité : milliers de F

	1981	1982
Organisations gouvernementales	1 588 156	1 660 805
. dont dépenses en Suisse	948 017	959 153
Organisations non gouvernementales	295 910	315 970
. dont dépenses en Suisse	242 640	259 090
<b>Ensemble des organisations internationales</b>	<b>1 884 066</b>	<b>1 976 775</b>
. dont dépenses en Suisse	<b>1 190 657</b>	<b>1 212 243</b>
A titre d'information :		
Dépenses totales en % des dépenses de l'Etat de Genève	86,2	82,7
Dépenses totales en % de la valeur des exportations du canton à l'étranger	42,9	43,9
Dépenses en Suisse en % du revenu cantonal	10,5	10,0

1) Dépenses faites pour les sièges ou offices des organisations internationales localisés à Genève. Chiffres estimés pour les organisations non gouvernementales.



Cette évolution s'explique par le départ de quelques organisations dans d'autres régions, par la cessation d'activité de certaines ainsi que par la prise en charge des tâches de secrétariat par d'autres organisations ou par le regroupement de celles-là.

Globalement, entre 1964 et 1975-76, la croissance des emplois dans le secteur international a été 4 fois plus forte que dans le reste de l'économie genevoise (+ 108,4% contre + 25,0%) mais, entre 1975-76 et 1982-83, l'évolution enregistrée par le secteur international (+ 11,7%) rejoint celle de l'ensemble de l'économie du canton (+ 11,3%). Après un développement rapide, ce secteur est donc entré dans une phase de consolidation.

Pour les années 1981 et 1982, le SCS a estimé le montant global des dépenses engagées pour l'activité des sièges ou offices d'organisations internationales établies à Genève<sup>1)</sup> (voir le tableau de la page 6). Ce montant atteint presque 2 milliards de francs, ce qui représente plus des 4/5 des dépenses de l'Etat de Genève et plus des 2/5 de la valeur des exportations du canton à l'étranger. De ces dépenses, 1,2 milliard, soit 61,3%, revient directement à la Suisse sous forme de salaires versés à des résidents, d'achats de biens et de services en Suisse et d'autres versements destinés à des entreprises établies en Suisse. Ce montant représente environ 10,0% du revenu cantonal genevois. La part des OING atteint 16,3% des dépenses totales et 21,4% de celles revenant à la Suisse.

Le volume des dépenses engagées par les organisations internationales établies à Genève confirme leur importance dans l'économie régionale et même nationale.

#### 4. Quelques comparaisons internationales

Les informations sur la répartition géographique des sièges principaux et secondaires d'organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales montrent que la Suisse et Genève se situent dans les cinq premiers rangs des lieux d'implantation (voir le tableau de la page 8). Les premières places de la France et du Royaume-Uni s'expliquent par la longue tradition libérale et d'accueil de ces pays ainsi que par la taille et le prestige de leurs capitales. Pour la Suisse, sa neutralité est certainement un élément attractif comme ce fut également le cas pour la Belgique avant la dernière guerre mondiale. Enfin, les rangs de la Belgique et des pays et villes scandinaves sont influencés par la prise en compte d'organisations dont l'activité est de portée interrégionale.

Entre 1960 et 1972, la progression relative du nombre de sièges établis à Genève était comparable à celle enregistrée par Paris et Londres (environ + 40%). De 1972 à 1983, on constate une très légère croissance à Londres (+ 2,8%), un recul minime à Paris (- 2,5%) et une baisse plus marquée à Genève (- 17,0%). L'émergence de Vienne en tant que ville internationale est également mise en évidence par ces données comme par celles sur le nombre de conférences tenues sous les auspices d'organisations internationales (voir le tableau de la page 8).

Alors que l'importance relative de Genève en tant que ville d'accueil de conférences internationales s'est amenuisée entre 1960 et 1972 (Genève perdant la première place), elle s'est stabilisée par la suite et Genève occupe le troisième rang mondial derrière Paris et Londres, où se tiennent environ 60% de conférences en plus. Genève est suivi de près par Bruxelles et Vienne qui enregistrent une forte croissance du nombre de réunions. Enfin, il est intéressant de noter que, pour les conférences convoquées par des organisations du système des Nations Unies, Genève en accueille environ 1/3 de plus que New-York.

---

1) Faute d'informations, les dépenses des missions permanentes établies à Genève ne peuvent être évaluées.

COMPARAISONS INTERNATIONALES

Principaux pays et villes accueillant des sièges d'organisations Internationales

Pays	Nombre de sièges			Villes	Nombre de sièges		
	1960	1972	1983		1960	1972	1983
France	424	645	657	Paris	374	520	507
Royaume-Uni	273	442	508	Bruxelles	148	480	367
Belgique	206	583	498	Londres	199	283	291
Etats-Unis	266	351	350	<b>Genève</b>	<b>111</b>	<b>153</b>	<b>127</b>
<b>Suisse</b>	<b>250</b>	<b>346</b>	<b>302</b>	Stockholm	21	44	121
Allemagne fédérale	49	172	216	Copenhague	22	34	108
Pays-Bas	104	183	180	Oslo	*	*	98
Italie	75	134	134	Helsinki	*	*	84
Danemark	-	55	115	Rome	48	79	66
Suède	28	66	99	Vienne	20	46	60

Source : Annuaire des organisations Internationales.

Principales villes accueillant des conférences tenues sous les auspices d'organisations Internationales

	1960		1972		1983	
	Nombre de conférences	Rang	Nombre de conférences	Rang	Nombre de conférences	Rang
Paris	65	2	141	1	252	1
Londres	42	3	129	2	235	2
<b>Genève</b>	<b>88</b>	<b>1</b>	<b>105</b>	<b>3</b>	<b>153</b>	<b>3</b>
Bruxelles	40	4	80	4	145	4
Vienne	32	7	54	5	142	5
Singapour	*	*	*	*	77	6
Rome	33	6	52	6	73	7
Copenhague	24	10	28	19	72	8
New-York	34	5	30	17	65	9
Strasbourg	15	17	40	10	64	10

Source : Annuaire des organisations Internationales.

## 5. Liste des tableaux statistiques disponibles sur demande

Type de tableau : Titre et numéro de référence :

### ANNUUEL

- Emplois
- . Nombre d'emplois au siège de Genève des organisations internationales gouvernementales (réf. 1.1.1.1.)
  - . Répartition des emplois par organisation internationale gouvernementale (réf. 1.1.1.2.)
  - . Répartition des emplois dans les organisations internationales gouvernementales par lieu de résidence et origine (réf. 1.1.1.3)
  - . Emplois dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève (réf. 1.3.1.1.)
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales (réf. 2.3.1.1.)

### RETROSPECTIF

- Emplois
- . Emplois dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1978-1981 (réf. 1.3.2.1.) et dès 1982 (réf. 1.3.2.2.)
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.1.2.1.) et dès 1981 (réf. 2.1.2.2.)
  - . Dépenses des organisations internationales non gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.2.2.1.) et dès 1981 (réf. 2.2.2.2.)
  - . Dépenses des organisation internationales gouvernementales et non gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.3.2.1.) et dès 1981 (réf. 2.3.2.2.)
- Réunions
- . Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1977-1980 (réf. 3.3.2.1.) et dès 1981 (réf. 3.3.2.2.)
  - . Emplois, dépenses et réunions des organisations internationale gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1976-1981 (réf. 5.3.2.1.) et dès 1982 (réf. 5.3.2.2.)

### HISTORIQUE

- Emplois
- . Personnel des organisations internationales gouvernementales et des missions permanentes à Genève, 1970-1979 (réf. 1.5.3.1.) et dès 1980 (réf. 1.5.3.2.)
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales, 1970-1979 (réf. 2.1.3.1.) et dès 1980 (réf. 2.1.3.2.)
- Réunions
- . Réunions accueillies par les organisations internationales gouvernementales à Genève, 1970-1979 (réf. 3.1.3.1.) et dès 1980 (réf. 3.1.3.2.)